

SAMEDI 24 JANVIER

Université du Mirail (Toulouse) métro Mirail Université

9H30 - 10H : accueil

10H - 12H : ateliers

12H - 14H : pause repas

14H - 16H : ateliers

16H - 16H30 : pause

16H30 - 18H30 : ateliers

18H30 - 19H30 : apéro

19H30 - 21H : meeting-débat

Avec la participation de : Verveine Angeli (Attac), Pierre Khalfa (Solidaires), François Dufour (Confédération Paysanne), Franck Gaudichaud (France Amérique Latine) Bernard Defaix (Convergence Nationale des collectifs de défense des Services Publics)). D'autres intervenants sont sollicités.

ATELIERS

Filière crise financière et bancaire :

A1 : où va la crise ?

A2 : financiarisation de l'économie

A3 : les paradis fiscaux

Filière crise sociale :

A1 : une autre répartition des richesses/fiscalité/salaires

A2 : les services publics

A3 : emploi, délocalisations, relocalisation de l'économie

A4 : la crise dans les quartiers populaires

A5 : la casse du système de santé et de protection sociale

A6 : la marchandisation de la culture

Filière crise environnementale :

A1 : la crise climatique

A2 : l'énergie

Filière crise alimentaire :

A1 : la crise alimentaire

A2 : la PAC

A3 : brevetabilité du vivant / OGM

Filière crise géostratégique :

A1 : impérialisme et guerre

A2 : crise et migrations

A3 : Les alternatives en Amérique Latine

Meeting il sera consacré à l'articulation des différentes crises et aux réponses globales

Village associatif Exposition AREVA, stands, buvette, restauration

Programme provisoire mis à jour le 12 décembre 2008

Un système est en faillite
Ensemble changeons-le !



*Gardez vos pièces, je veux
que ça change

Organisé par le collectif toulousain contre la mondialisation libérale

FORUM

SOCIAL TOULOUSAIN

Fac du Mirail 24 JANVIER 2009 de 10h à 21h

UN SYSTEME EST EN FAILLITE ENSEMBLE CHANGEONS-LE !

La crise financière et bancaire qui a éclaté aux Etats-Unis en août 2007 trouve son origine dans un excès de profits au détriment d'une partie importante de la population qui s'est appauvrie. Elle s'est accompagnée d'une crise énergétique avec l'augmentation du prix du pétrole, d'une crise alimentaire résultant de la hausse des prix agricoles, d'une crise monétaire avec la chute du dollar, et finalement d'une crise économique avec un début de récession dans la plupart des pays développés.

La combinaison de ces crises marque la faillite du modèle néo-libéral de développement capitaliste mis en oeuvre au début des années 1980. Un système qui veut assurer au moins 15% par an de rentabilité aux actionnaires en captant une part toujours plus grande de la richesse produite, et qui prétend se passer de toute régulation publique, en confiant la planète à la loi du marché, ne peut connaître que des soubresauts violents.

Soumise à de tels impératifs, l'économie réelle entraîne toujours plus le pillage de la planète, l'épuisement sans alternative des énergies non-renouvelables, la privatisation des services publics, le développement de l'agriculture productiviste et des OGM avec pour corollaire l'expulsion massive des petits paysans, l'appropriation du vivant par de grandes firmes, la mise en concurrence des travailleurs de la planète et la dégradation des conditions de travail, l'aggravation de la précarité, l'exploitation des pays du Sud en faveur des pays du Nord avec la mise en place de traité commerciaux iniques, le développement de nouvelles guerres,...

Les gouvernements des pays riches nous font aujourd'hui payer leurs choix politiques désastreux. Ils s'efforcent de colmater les brèches par une socialisation des pertes qui sera payée par les peuples, tout en limitant la remise en cause de ce système dévastateur à des intentions de moralisation. Ceci leur permet de continuer leurs « réformes de structure » et de réduire la régulation publique à des politiques policières et guerrières, avec en particulier le sort odieux réservé à l'immigration, la criminalisation de la misère et des mouvements sociaux.

Oui, cette crise est bien celle d'un système et il est temps d'en finir avec lui. Les conséquences peuvent être aussi graves qu'en 1929. L'enjeu n'est ni plus ni moins que de pouvoir préserver la possibilité d'un avenir commun sur notre planète.

Pour ouvrir de nouvelles perspectives dans ce sens, nous ne pouvons compter que sur les résistances collectives qui affirment la détermination à lutter pour nos droits, dans tous les domaines de notre vie quotidienne. Plus que jamais ces résistances doivent avoir une dimension internationale.

Depuis une dizaine d'années, les Forums Sociaux, du niveau local au niveau mondial, constituent un moment privilégié pour développer les solidarités et les convergences de luttes. En organisant ce forum social du 24 janvier 2009, nous entendons ainsi montrer que des alternatives à la crise peuvent être mises en oeuvre, entre autres :

- utiliser les fonds publics non pour aider les banques, mais pour constituer un pôle public bancaire et socialiser les principales banques.
- organiser un nouveau système financier international : taxes sur les transactions, imposition des revenus du capital, interdiction des paradis fiscaux, des stocks options, des fonds spéculatifs,...
- arrêt des contre-réformes qui détruisent le social et mise sous contrôle public des secteurs clés de l'énergie, des transports, des communications, de l'éducation, de la recherche,...
- questionner le mode de croissance, imposer une nouvelle répartition des richesses et des gains de productivité : imposition du capital, impôt sur le revenu fortement progressif, augmentation des salaires et rétablissement de leur indexation sur les prix, garantie des droits sociaux fondamentaux (éducation, santé, logement, retraites,...
- reconstruire les rapports Nord/Sud sur d'autres bases : respect de la souveraineté alimentaire, abandon des politiques imposées par le FMI et l'OMC, annulation de la dette, abandon des politiques anti-immigrés et des logiques militaristes.

Malgré la profondeur de la crise, il ne faut pas attendre que ces propositions soient reprises spontanément par les classes dirigeantes : seule la construction de rapports de forces par l'action collective de toutes celles et tous ceux qui en sont les victimes peut les imposer

SIGNATAIRES

Alternative Libertaire, les Alternatifs 31, Alternative Midi-Pyrénées, Association des Communistes Unitaires 31, ATTAC, Collectif anti-ogm, Collectif Unitaire Anti Libéral-Centre, Confédération Paysanne 31, DAL, La Guerre Tue, France Amérique Latine, FSU, LCR/NPA, MRAP, RESF, Santé Solidaire 31, Solidaires 31, SUD-ptt, Survie-Midi Pyrénées, Syndicat Energies Pyrénées CGT.